

Casernement de 3.500 ex-combattants rebelles au Burundi

PANA, 24/04/2009 Bujumbura, Burundi - Les 3.500 combattants des Forces nationales de libération (FNL, ex-rébellion du Burundi) retenus pour faire partie des différents corps de défense et de sécurité du pays se trouvent déjà dans les casernes de l'Armée togolaise et de la Police nationales après un court séjour dans des centres de désarmement, de mobilisation et de réintégration (DDR), a-t-on appris de source sécuritaire à Bujumbura. Les camps militaires de Kamenge, au nord de Bujumbura et de Muzinda, plus à l'ouest de la capitale burundaise, ont accueilli, chacun, 1.050 ex-combattants rebelles appelés à faire partie de la force de défense nationale, à en croire le représentant de l'Etat burundais au Mécanisme conjoint de vérification et de suivi (MCVS) de la mise en application de l'accord global de cessez-le-feu liant le pouvoir central et les FNL, le général de Brigade Lazarre Nduwayo.

Quelque 1.400 autres ex-combattants rebelles ont été accueillis dans différentes brigades de la Police nationale, selon la même source. Les 21.000 combattants que revendiquaient les FNL n'ont pas été tous retenus, ce qui suscite des grognes dans les rangs des récalcitrants et des craintes d'insécurité dans la population. Le général Nduwayo a tenté de rassurer l'opinion en avançant qu'il n'y avait plus de FNL à craindre dans le pays et que les forces de défense et de sécurité allaient en douceur avec les auteurs de troubles à l'ordre public d'où qu'ils viendront. Une somme de 100.000 Francs burundais (près de 100 dollars US) va être remise à chacun des 5.000 ex-combattants qui ont satisfait aux critères de mobilisation, a-t-on signifié du côté de la médiation sud-africaine dans le conflit burundais. Les «démobilisés» qui posent des problèmes de réintégration sont ceux qui se sont faits enrôler frauduleusement après signature de l'accord global de cessez-le-feu de 2006. La mise en application intégrale de l'accord de cessez-le-feu passe également par la réinsertion des cadres rebelles dans des postes de responsabilité. Le gouvernement burundais en a promis en tout 33 et le porte-parole des FNL, Pasteur Habimana, a fait pression, vendredi encore, pour que ces postes soient enfin définis et répartis afin de faire taire la grogne également grandissante du côté des cadres rebelles. A l'issue du programme de DDR, la FDN doit normalement compter 25.000 hommes et la Police nationale du Burundi (PNB) 15.000 éléments. L'homogénéité manque cependant au sein de ces différents corps constitués d'éléments de sept ex-principales rébellions du pays et d'anciens combattants gouvernementaux ayant pris une part active dans la décennie écoulée de guerre civile au Burundi. Certains partenaires étrangers se sont déjà engagés à aider le Burundi à avoir une Armée et une Police publiques.